

Protocole de lutte contre le vol de bétail en Afrique de l'Est

PANA, 29/08/2008 Addis-Abeba, Ethiopie - Dans le cadre d'une initiative conjointe destinée à endiguer le vol de bétail dans les pays d'Afrique de l'Est, les ministres de l'Intérieur de 10 pays de la sous-région ont signé vendredi un protocole visant à combattre ce crime. L'objectif principal dudit protocole est de prévenir, combattre et éradiquer le vol de bétail et les activités criminelles liées dans la sous-région grâce à une coopération renforcée et des opérations mixtes qui sont menées par les agences chargées de faire respecter la loi.

D'après le bureau sous-régional d'Interpol basé à Nairobi, au Kenya, le vol de bétail est devenu une menace sérieuse pour la sécurité humaine dans la région d'Afrique orientale. Lors de son allocution d'ouverture de cette rencontre de 24 heures à Addis-Abeba, le président éthiopien, Girma Woldegiorgis, a observé que ce genre de crimes ainsi que le commerce des armes légères, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et le vol de bétail étaient liés au terrorisme. "Nous vivons dans une période où les avancées en matière de technologie et de communication ont réduit les distances entre les Etats et ouvert de nouvelles frontières d'opportunités pour les échanges économiques, sociaux et politiques." Le processus de globalisation a également suscité des opportunités sans précédent en termes de transactions illégales réalisées par les organisations criminelles", a dit le président, qui fait remarquer que le terrorisme menaçait la sécurité et la paix communes de la communauté internationale. "Quels que soient ses objectifs, qui s'entrelacent avec le séparatisme politique, religieux ou ethnique, son niveau de destruction et de dévastation dépasse toujours l'imagination", a-t-il constaté. Le président Girma a encouragé les forces de Police nationale à mettre en commun leur expertise et à forger des stratégies communes pour combattre le terrorisme mais aussi les crimes transfrontaliers. En tant que phénomène global, le président a dit que le crime transfrontalier avait des effets déstabilisants qui sont une menace pour la démocratie et l'Etat de droit dans les pays affectés. "L'environnement émotif de la surveillance policière, particulièrement les nouvelles réalités du crime transfrontalier, exige que nous accomplissions le développement d'un réseau sous-régional et de partager les renseignements", a dit M. Girma, en demandant aux services de Police de mobiliser le soutien de la communauté et d'adapter les programmes de formation de leur personnel afin de répondre aux réalités actuelles du crime. Par ailleurs, le bureau de Nairobi de l'Institute for Security Studies (ISS) a, en partenariat avec l'Organisation de coopération régionale des chefs de Police d'Afrique de l'Est (EAPCCO), créé le "Mifugo Project" pour faciliter la mise en application du protocole, en développant des mécanismes destinés à éradiquer les activités illicites transfrontalières en général. Mifugo signifie "bétail" en kiswahili. EAPCCO explique le choix de cette terminologie par le fait qu'elle englobe d'autres vols de bétail. Les éléments-clés de ce projet sont des mesures législatives prises par les pays membres pour donner effet au protocole, une assistance mutuelle juridique, l'identification et l'étiquetage du bétail et la tenue d'un registre, des programmes de sensibilisation et d'éducation mais aussi des mesures régionales et nationales pour renforcer le respect de la loi. Les ministres présents à cette réunion sont ceux du Burundi, de Djibouti, d'Ethiopie, du Kenya, du Rwanda, des Seychelles, de la Somalie, du Soudan, de la Tanzanie et d'Ouganda.